



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX














TRAVAUX DE REMPLACEMENT ET MODERNISATION DE 9 ASCENSEURS

Date et heure limites de réception des offres :

[Jeudi 26 mars 2026 à 16:00](#)

**Université de Strasbourg
Direction du Patrimoine Immobilier
Département des Contrats Immobilier
18 Rue GOETHE
67081 STRASBOURG CEDEX**

Règlement de la Consultation

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE		
	Objet	TRAVAUX DE REMPLACEMENT ET MODERNISATION DE 9 ASCENSEURS
	Mode de passation	Procédure adaptée ouverte
	Type de contrat	Marché public
	Délai de validité des offres	3 mois
	Forme de groupement	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	Tranches	Avec
	Variantes	Sans
	PSE	Sans
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Sans
	Durée / Délai	Défini par tranche
	Négociation	Avec
	Visite sur site	Visite obligatoire

Règlement de la Consultation

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	4
1.1 - Objet	4
1.2 - Mode de passation	4
1.3 - Type et forme de contrat	4
1.4 - Décomposition de la consultation	4
1.5 - Nomenclature	5
2 - Conditions de la consultation	5
2.1 - Délai de validité des offres	5
2.2 - Forme juridique du groupement	5
2.3 - Variantes	5
3 - Les intervenants	6
3.1 - Conduite d'opération	6
3.2 - Maîtrise d'œuvre	6
3.3 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier	6
3.4 - Contrôle technique	6
3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs	6
4 - Conditions relatives au contrat	6
4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	6
4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement	7
4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité	7
5 - Contenu du dossier de consultation	7
6 - Présentation des candidatures et des offres	7
6.1 - Documents à produire	8
6.2 - Visites sur site	9
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	10
7.1 - Transmission électronique	10
7.2 - Transmission sous support papier	12
7.3 - Transmission d'une copie de sauvegarde	12
8 - Examen des candidatures et des offres	12
8.1 - Sélection des candidatures	12
8.2 - Attribution des marchés	13
8.3 - Suite à donner à la consultation	15
8.4 - Offres rejetées	15
9 - Renseignements complémentaires	16
9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	16
9.2 - Procédures de recours	16

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne : **TRAVAUX DE REMPLACEMENT ET MODERNISATION DE 9 ASCENSEURS**

Les stipulations du présent règlement de la consultation concernent les travaux de remplacement de six ascenseurs des sites :

- Tranche ferme : L'Escarpe & Le Portique ;
- Tranche optionnelle 1 : Le Patio & Le Pangloss ;
- Tranche optionnelle 2 : Pôle API ;
- Tranche optionnelle 3 : PEGE ;

Ainsi que leur maintenance pendant 4 ans à compter de la réception et mise en service.

Lieu(x) d'exécution :

- 2160 Escarpe, Strasbourg (67) ;
- 1010 Le Portique, Strasbourg (67) ;
- 1040 Patio, Strasbourg (67) ;
- 1020 Pangloss, Strasbourg (67) ;
- 330 Pôle API Bâtiment C, Illkirch Graffenstaden (67) ;
- 390 PEGE, Strasbourg (67).

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation est : la **procédure adaptée ouverte**. Elle est soumise aux dispositions des articles **L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique**.

1.3 - Type et forme de contrat

Le marché à tranches optionnelles sera conclu en application des **articles R. 2113-4 à R. 2113-6 du Code de la commande publique**. Les prestations sont divisées en une tranche ferme et 3 tranches optionnelles.

1.4 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Les prestations sont divisées en 4 tranches (1 ferme et 3 optionnelles) :

Tranche(s)	Désignation
TF	Travaux de remplacement des ascenseurs des bâtiments L'Escarpe & Le Portique
T0001	Travaux de remplacement des ascenseurs des bâtiments Le Patio & Le Pangloss
T0002	Travaux de remplacement de l'ascenseur du bâtiment Pôle API
T0003	Travaux de remplacement des ascenseurs du bâtiment PEGE

Règlement de la Consultation

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
45313100-5	Travaux d'installation d'ascenseurs
50750000-7	Services d'entretien d'ascenseurs

La classification interne est :

Code	Code NACRES
BE.11	REPARATION ET MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS MECANQUES DES BATIMENTS

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 90 jours calendaires à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

3 - Les intervenants

3.1 - Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

3.2 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

SOCOTEC SMART SOLUTIONS – ASCAUDIT GROUPE
Energy III
155 RUE DU DOCTEUR BAUER
93400 Saint-Ouen

Elle est représentée par : **Julien Heintz**.

3.3 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par le maître d'œuvre.

3.4 - Contrôle technique

Le contrôleur technique est assuré par :

BTP CONSULTANTS SAS
92 B Boulevard de la Solidarité
57070 METZ

Il est représenté par : **Coralie Freund**.

3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau III sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement.

4 - Conditions relatives au contrat

4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est fixé au CCAP et ne peut en aucun cas être modifié.

Règlement de la Consultation

4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC) ;
- L'acte d'engagement (AE) et son annexe concernant la répartition des missions entre cotraitants le cas échéant ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le calendrier prévisionnel d'exécution ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) ;
- Le mémoire technique justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat ;
- Le rapport d'audit technique pour chaque ascenseur ;
- Le dossier de diagnostic technique amiante pour chaque site ;
- Le rapport initial de contrôle technique pour chaque ascenseur ;

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Règlement de la Consultation

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Oui
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non
Bilans ou extraits de bilans, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non
Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, avec le montant, l'époque, le lieu d'exécution	Non
Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat	Non
Indication des techniciens ou des organismes techniques, qu'ils soient ou non intégrés au candidat, en particulier de ceux qui sont responsables du contrôle de la qualité et auquel le candidat pourra faire appel pour l'exécution de l'ouvrage	Non
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat	Non
Description de l'équipement technique, des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise	Non
Indication des mesures de gestion environnementale que le candidat pourra appliquer lors de l'exécution du contrat	Non

Règlement de la Consultation

Pour présenter leur candidature, les candidats sont recommandés à utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et son annexe le cas échéant	Oui
La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) dûment remplie	Non
Le mémoire technique, et tout document justifiant des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution des travaux le concernant, notamment les fiches techniques (ne dépassant pas 100 pages)	Non
L'attestation de visite	Non
Le planning détaillé proposé	Non
La présentation de l'équipe dédiée au projet	Non

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

Le candidat est réputé accepter sans aucune modification ni réserve les termes de la totalité des pièces du DCE de l'Université de Strasbourg listées à l'article 4 du présent document. Seuls les exemplaires originaux conservés par l'administration font foi.

Le dossier sera transmis au moyen d'un pli contenant deux dossiers séparés un pour les pièces de la candidature et un autre pour les pièces de l'offre.

6.2 - Visites sur site

Une visite sur site est obligatoire. L'offre d'un candidat qui n'a pas effectué cette visite sera déclarée irrégulière.

Les conditions de visites sont les suivantes :

Les inscriptions aux visites s'effectuent via la plateforme PLACE **rubrique « Questions »**. Les candidats qui souhaitent effectuer une visite sont invités à se manifester via la plateforme **PLACE la veille de la visite avant 17h00.**

Règlement de la Consultation

Avant de remettre son offre, l'entrepreneur doit s'être rendu compte personnellement de l'état des lieux et des travaux à exécuter, et avoir apprécié leur nature et difficultés, ainsi que les conditions d'accès et de desserte.

A cette fin, deux visites obligatoires sont organisées aux dates suivantes :

- **10 mars 2026 à 09h00 pour les bâtiments Portique, Patio, Pangloss et Escarpe (rendez-vous devant le bâtiment L'Escarpe, sis 11 rue du Maréchal Juin, 67000 Strasbourg) ;**
- **11 mars 2026 à 14h00 pour les bâtiments Pôle API et PEGE (rendez-vous devant le bâtiment du PEGE, sis 61 Av. de la Forêt-Noire, 67000 Strasbourg).**

Il n'est pas prévu d'échange de questions/réponses à l'issue des visites, toute question devra être posée sur la plateforme PLACE dans les conditions indiquées à l'article 9.1 du présent règlement.

La visite entraînera la délivrance d'une attestation de visite qui devra obligatoirement être jointe à l'offre.

En cas d'absence à la visite, une autre visite peut être organisée sur demande expresse. Dans ce cas, merci de bien vouloir formuler votre demande via la plateforme PLACE.

7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

L'ensemble des échanges entre les entreprises et l'Université de Strasbourg se fera via la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) :

- Mise en ligne des documents de la consultation ;
- Echange questions/réponses ;
- Information des candidats non retenus ;
- Demande de complément de candidature ;
- Demande de documents administratifs dans le cadre du formulaire NOTI1 ;
- Envoi des documents de notification à l'attributaire.

7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur. Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Règlement de la Consultation

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Chaque document pour lequel une signature est requise doit faire l'objet d'une signature électronique au format XAdES, CAdES ou PAdES. La signature électronique du pli ne vaut pas signature des documents qu'il contient.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, la signature doit être une signature avancée reposant sur un certificat qualifié, tel que défini par le règlement européen n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (eIDAS). Toutefois, les certificats de signature de type RGS demeurent valables jusqu'à leur expiration.

Le certificat de signature qualifié est délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement eIDAS. Une liste de prestataires est disponible sur le site de l'ANSSI (<https://www.ssi.gouv.fr/>). Il peut aussi être délivré par une autorité de certification, française ou étrangère. Le candidat devra alors démontrer son équivalence au règlement eIDAS.

Le candidat qui utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, ou un certificat délivré par une autre autorité de certification, doit transmettre gratuitement le mode d'emploi permettant la vérification de la validité de la signature.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Pour signer électroniquement, le candidat peut utiliser l'un des trois formats de signature autorisés par la réglementation (XAdES, CAdES ou PAdES). Le pouvoir adjudicateur préconise toutefois l'utilisation d'une signature électronique au format pAdES.

Règlement de la Consultation

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

7.2 – Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

7.3 – Transmission d'une copie de sauvegarde

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

dc1@unistra.fr

La copie de sauvegarde peut également être transmise par voie dématérialisée, en courrier recommandé avec accusé de réception ou déposées, contre récépissé, à l'adresse suivante :

Université de Strasbourg

Direction du Patrimoine Immobilier

Département Contrats Immobilier

Ou Secrétariat

Ouvert du lundi au vendredi (sauf jours fériés)

le matin de 9h à 12h, et l'après-midi de 14h à 16h

18, rue Goethe

CS 90032

67081 STRASBOURG cedex



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

8 - Examen des candidatures et des offres

8.1 – Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 5 jours.

Règlement de la Consultation

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

8.2 – Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L. 2152-1 à L. 2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1 – Prix des prestations	40
2 – Valeur technique	40
2.1 – Moyens Humains	15
2.2 – Méthodologie des travaux	15
2.3 – Qualité des produits et matériaux proposés	10
3 – Qualité du planning	10
4 – Performances en matière de protection de l'environnement	10

1. Le critère « prix des prestations » sera noté comme suit :

Montant de l'offre la moins chère / Montant de l'offre analysée x 40

Le critère prix tient compte du prix des travaux et du prix de la maintenance sur 4 ans.

Le critère prix sera évalué à partir de la DPGF complété par le candidat dans son offre.

2. Le critère « Valeur technique des prestations » sera divisé en plusieurs sous-critères présentés ci-dessous :

a. Moyens humains de l'entreprise et pour l'exécution de ce marché (/15 points) ;

Le candidat développera pour ce sous-critère l'organigramme de l'entreprise en indiquant les compétences des personnels. Il faudra préciser le nombre de personnels affectés en permanence sur le site pour la réalisation des travaux du présent marché, leurs qualifications et les quels sont les moyens en termes d'encadrement technique. Il faudra justifier de la capacité du candidat à réaliser conjointement le remplacement de plusieurs appareils dans une tranche de travaux voire plusieurs tranches travaux. Le candidat précisera s'il a recours à la sous-traitance, en indiquant les entreprises sollicitées.

b. Méthodologie des travaux (/15 points) ;

Le candidat développera pour ce sous-critère l'organisation des mesures prévues permettant notamment d'apprécier :

- Préparation du chantier ;
- Suivi du chantier (accès, stockage du matériel, réunion, gestion des déchets, contrôles...) ;
- Organisation des travaux en site occupé ;
- Mesures pour assurer la sécurité des personnes et des avoisinants...

Règlement de la Consultation

c. Qualité des produits et matériaux proposés (/10 points).

Le candidat développera pour ce sous-critère les produits mis en œuvre dans le cadre du marché.

Il faudra fournir les fiches techniques des produits :

- Qualité des matériels (usure, rendement, accessibilité des produits à d'autres ascensoristes, confort acoustique...) ;
- Qualité et choix des matériaux de finition.

3. Le critère « qualité du planning » sera noté comme suit (/10 points) :

Pour chaque tranche et chaque appareil il faudra faire apparaître les éléments suivants dans le planning :

- Détails de chaque phase (étude, approvisionnement, dépose, pose, mise en service) ;
- Délais d'approvisionnement des fournitures pour chaque ascenseur ;
- Le temps d'intervention pour chaque chantier.

4. Le critère « Performances en matière de protection de l'environnement » sera noté comme suit (/10 points) :

Gestion des déchets et réemploi, utilisation des véhicules « verts », etc...

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, le candidat sera invité à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères et sous-critères seront notés comme suit :

1/1 : proposition très satisfaisante, standard élevé et supérieur aux attentes, parfaitement renseigné

0,75/1 : proposition satisfaisante, bien renseigné

0,5/1 : proposition correcte, large présence d'observations spécifiques

0,25/1 : proposition insuffisante, renseignements généraux non spécifiques à l'opération

0/1 : absence d'informations ou hors sujet

Règlement de la Consultation

8.3 – Suite à donner à la consultation

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur engagera des négociations avec les **3 candidats sélectionnés**. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

La négociation peut porter, au choix, sur tous les éléments de l'offre.

Les formes et conditions de la négociation seront identiques pour les candidats admis à négocier ; ils en seront informés par tout moyen électronique après l'analyse des offres. Les négociations pourront être menées par l'intermédiaire de la plateforme PLACE.

A l'issue des négociations, le candidat devra faire parvenir à l'acheteur sa nouvelle proposition signée. Cette dernière proposition sera prise en compte pour la sélection finale.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 5 jours.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

8.4 – Offres rejetées

Les offres sont rejetées sans être classées dans les cas suivants :

- **Offre hors délai** : Lorsque le pli est reçu par l'acheteur après la date et l'heure limite fixée dans la consultation.
- **Offre anormalement basse** : Le prix est manifestement sous-évalué, de nature à compromettre la bonne exécution du contrat, et le fournisseur n'apporte pas de justification du prix après demande de l'acheteur, notamment au regard du mode de fabrication, de la solution technique, de l'originalité, de la réglementation applicable ou d'une aide d'Etat.
- **Offre inappropriée** : L'offre est sans rapport avec les besoins ou exigences exprimés par l'acheteur.
- **Offre irrégulière** : L'offre ne respecte pas les exigences formulées pour la consultation, est incomplète ou méconnaît la législation applicable en matière sociale ou environnementale, malgré une éventuelle demande de régularisation et négociation par l'acheteur.
- **Offre inacceptable** : Le prix excède les crédits budgétaires alloués par l'acheteur au contrat malgré une éventuelle demande négociation.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

9 - Renseignements complémentaires

9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard **10 jours avant la date limite de remise des plis**.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises **ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis**.

9.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Strasbourg
31 Avenue de la Paix
BP 51038

67070 STRASBOURG CEDEX

Adresse internet (U.R.L) : <http://strasbourg.tribunal-administratif.fr/>

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel selon les conditions fixées aux articles L.551-1 à L.551-12 et R.551-1 à R.551-6 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé jusqu'à la signature du contrat ;
- Référé contractuel selon les conditions fixées aux articles L.551-13 à L.551-23 et R.551-7 à R.551-10 du CJA, et pouvant être exercé après la signature du contrat ;
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique dans les conditions fixées par la jurisprudence (CE Ass, 4 avril 2014, n°358994) ;
- Recours pour excès de pouvoir pouvant être exercé dans les deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics

1 Rue du Préfet Claude Erignac
54038 Nancy Cedex